

Memoria andando et la 2^{ème} République espagnole

Le 15 mars, Emmanuel Macron et Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, se recueillaient à Montauban sur la tombe de Manuel Azaña, dernier président de la 2^{ème} République espagnole. Lors de la conférence de presse E. Macron devait rappeler « *le combat des républicains espagnols menés d'abord dans leur pays, à travers l'Europe et dans notre pays (...) il s'agit de célébrer cette histoire, celle de tous ces combattants de la liberté qui ont fui l'Espagne pour retrouver la France et qui ont souvent redonné leur vie pour ensuite défendre la France elle-même. Ces dernières années ont permis de célébrer leur mémoire. Nous n'oublierons jamais les nombreux républicains espagnols qui se sont joints à la Résistance française et nous ont permis de rester libres* ».



En 1931, totalement discréditée, la monarchie tombe à l'issue de simples élections municipales gagnées par les républicains en février 1931. **La République est proclamée le 14 avril 1931** et c'est donc aujourd'hui le 90^{ème} anniversaire.

Le problème est que le peuple attend tout de la République ; alors pour maintenir les fragiles équilibres, elle sera réformiste. Les masses s'impatientent, les organisations syndicales (CNT, UGT) exigent et les partis de gauche se durcissent sous la pression de leurs adhérents et de leurs électeurs. A gauche, on discute des avantages respectifs de la propriété privée et de la collectivisation des terres. La droite dure accuse le système parlementaire et la démocratie d'être incapables de faire face aux problèmes et elle commence à prôner l'établissement d'un pouvoir fort.



C'est dans ce climat que le gouvernement lance une série de réformes : **une constitution démocratique et laïque, priorité est donnée à l'enseignement public, institution du mariage civil, droit de vote accordé aux femmes en 1932, droit au divorce par consentement mutuel.**



Affiche de Diago, 1931 Fragments de la constitution approuvée le 9 décembre 1931
Fondation Pablo Iglesias

Tout ceci va provoquer des réactions immédiates des milieux catholiques. L'opposition dispose maintenant d'un argument-massue pour combattre le régime et s'opposer à l'œuvre des Républicains. C'est ce qui permettra de donner à la rébellion et à la guerre civile, le caractère d'une guerre sainte, « La gloriosa Cruzada ». D'autant que le

gouvernement va également essayer de **réformer l'armée. En 1932 le statut d'autonomie est accordé à la Catalogne.** Dès la fin avril 1931, le ministre du travail prend quelques mesures sociales (journée de 8h, les « jurys mixtes »=conseil de prud'hommes, ...) et le gouvernement annonce son intention de mettre en œuvre **une vaste réforme agraire.**

Mais la réforme globale se met en place avec une lenteur exaspérante et ne répond pas aux exigences d'un prolétariat agricole et industriel fortement imprégné d'idéaux révolutionnaires. Equilibre impossible à trouver entre ces attentes-là et les aspirations plus modérées de la bourgeoisie républicaine. Et donc les grèves, l'occupation des terres, les émeutes, les insurrections deviennent de plus en plus violentes. La répression est terrible et se solde toujours par des morts, des arrestations, des déportations de militants anarchistes.

En 1933, La C.E.D.A , grand parti catholique va rassembler toute l'opposition conservatrice et attirer tous les mécontents qui veulent abroger les lois républicaines. Les idéologies totalitaires progressent. En Allemagne Hitler reçoit les pleins pouvoirs. En Espagne J.A. Primo de Rivera crée la Phalange, idéologie très proche du fascisme italien. Au cours de l'été 1933, le climat politique et social s'est complètement dégradé. A gauche comme à droite on penche de plus en plus vers la violence pour résoudre les problèmes. Cette situation chaotique explique la chute d'Azaña (chef du gouvernement) et la victoire éclatante de la droite aux élections législatives de novembre 1933 (abstention des anarchistes).Le gouvernement revient sur les mesures sociales de la majorité précédente.

A la poussée à droite, correspond une forte poussée à gauche, les deux phénomènes se renforcent l'un, l'autre. Le comité révolutionnaire lance un ordre de grève générale dans toutes les grandes villes. Aux Asturies la grève se transforme en révolution, les milices ouvrières s'emparent d'Oviedo et fondent une éphémère « République socialiste ». Le général Franco est chargé de la répression. Le 19 octobre 1934, la rébellion est vaincue : plus de 1 500 morts, plus de 3 000 blessés, des centaines de rebelles fusillés, plus de 20 000 arrestations.

En avril 1935 le gouvernement nomme Franco, chef de l'Etat-major général et annule la plus grande partie des réformes sociales promulguées sous Azaña. En juin 1935 J.A.Primo de Rivera déclare « *Nous n'avons d'autre choix que d'aller à l'insurrection. Notre devoir est d'aller à la guerre civile* ».

Le président N. Alcalá Zamora décide d'organiser de nouvelles élections.

Le 16 février 1936, le Front Populaire remporte les élections. Manuel Azaña devient président de la république.

Le 18 juillet 1936, les généraux Sanjurjo, Mola, Godea et Franco se soulèvent contre la République et c'est le début d'une guerre civile qui va s'internationaliser et durer 33 mois. Près de 500 000 espagnols vaincus vont s'exiler, et l'Espagne va entrer dans la longue nuit de 39 ans d'une dictature qui en s'appuyant sur une répression féroce va construire un récit national catholique qui s'efforcera d'éradiquer le souvenir même de cette 2^{ème} République.